

Embargo: 17.02.2003, 10h30

Les paroles prononcées font foi!

Du Conseiller fédéral Moritz Leuenberger

Monsieur le Président,
Mesdames, Messieurs,

Si nous préparons ici à Genève un Sommet mondial sur la société de l'information, c'est que désormais l'information se trouve au cœur de notre société.

L'homme ne vit pas que de pain. Il n'a pas que le droit de survivre physiquement.

L'homme est aussi un être social. Il a le droit de prendre sa place dans la société. L'accès à l'information et aux moyens de communication est donc un droit de l'homme.

Mais ce droit est refusé à la plupart des hommes sur la terre. Car cet accès est réparti de manière très inégale. Ceux qui n'en bénéficient pas ont peu d'espoir d'atteindre un certain bien-être. Un fossé est donc en train de se creuser, comme pour le capital. Alors que les uns sont presque submergés par le flux d'information (en Suisse par exemple), les autres - la majorité des gens sur cette terre - n'ont même pas le téléphone, encore moins un téléviseur ou un ordinateur avec accès à l'internet. Si nous n'arrivons pas à réduire cette fracture entre «info-poors» et «info-riches» le fossé entre riches et pauvres continuera à se creuser.

Nous avons donc le devoir impératif de tout entreprendre pour que chacun puisse accéder à l'information. Comme toujours cette problématique se résume tout d'abord à des déclarations d'intention. Mais nous ne deviendrons crédibles qu'en prenant des mesures concrètes. Des exemples démontrent comment les technologies de l'information peuvent être engagées pour un monde meilleur:

- En Éthiopie, des écoles rurales ont été équipées à peu de frais de raccordements satellitaires permettant aux écoliers de recevoir une offre de formation plus complète.
- Dans certaines régions d'Afrique affectées par le sida, l'internet sert d'outil de prévention pour des jeunes filles, qui bénéficient ainsi d'informations que leurs familles ne peuvent leur donner.
- En Amérique latine, un soutien a été fourni à des petits émetteurs radio qui contribuent à créer une identité régionale en émettant dans la langue locale.

Ces exemples sont porteurs d'espoir et servent de référence pour les stratégies de la future société de l'information. C'est précisément pour mettre en oeuvre ces stratégies que nous sommes ici à Genève, Mesdames et Messieurs, à l'occasion de cette deuxième réunion du Comité de préparation. Quelque 1'600 participants provenant de plus de 100 pays, c'est vraiment impressionnant! Et pour le sommet lui-même en décembre, nous attendons bien plus de monde encore, dans une composition encore plus cosmopolite.

Mais ce qui compte bien sûr c'est la qualité, pas la quantité!

Voici deux manières d'y parvenir :

1. Dans un premier temps, il s'agit d'intégrer tous ceux qui contribuent à une meilleure utilisation des technologies de l'information. Je voudrais dire aux représentants des gouvernements et aux politiciens, dont je suis, que nous ne pouvons pas résoudre seuls les problèmes. Nous avons besoin de l'appui de la société civile – donc de groupes non représentés dans les gouvernements – et nous avons besoin des idées du secteur privé.

En Suisse aussi, l'organisation de cette conférence préparatoire a soulevé des protestations de la part des médias et des ONG. J'en suis heureux, car ces protestations appellent à plus d'engagement, plus de collaboration et plus de responsabilisation. J'invite donc tout un chacun à participer au sommet. Ce que nous voulons en effet, c'est combler le fossé entre le Nord et le Sud, entre ville et campagne et entre les différentes cultures.

Il ne s'agit pas de la rencontre de quelques spécialistes en technologies qui veulent résoudre les problèmes de la planète en maximisant les profits. Intégrons donc dans notre travail toutes les voix critiques. A cet égard, les tables rondes organisées lors de cette deuxième réunion sont très importantes pour l'issue du sommet.

2. Dans un second temps, il est essentiel d'élargir au maximum la palette des thèmes abordés. Je crains en effet que l'on ne parle que de technologies à larges bandes, de réseaux de télécommunication et de déréglementation, oubliant de discuter des contenus de la société de l'information, à savoir de la dimension culturelle et politique de cette dernière. N'oublions pas: La communication vient de communauté. Et la communauté est la base pour construire la paix. C'est elle qui permet le dialogue entre les cultures. Et ce dialogue entre les cultures est l'alternative à la guerre. Puisque nous croyons à ce dialogue, nous devons tout entreprendre pour l'encourager - comme l'ont exigé hier et avant hier des millions de personnes de par le monde.

Développons donc le dialogue pendant ces deux prochaines semaines. Développons la communication pour la paix.